

Le sac de nœuds de l'aide internationale aux Palestiniens

PROCHE-ORIENT. Alors que les ONG s'alarment, le Quartette était réuni mardi à New York pour décider de la forme que prendra l'aide internationale.

Elles décrivent des aberrations en cascade. Mais aussi un «bricolage quotidien» qui, selon ses responsables ne pourra pas durer très longtemps. Les ONG présentes sur le terrain s'alarment: la quarantaine imposée aux Palestiniens, après l'arrivée au pouvoir du mouvement Hamas, est en train de conduire à la catastrophe, estiment-elles. Seront-elles entendues? Mardi se réunissaient à New York les membres du Quartette (Etats-Unis, Union européenne, Russie et ONU) pour débattre d'une éventuelle reprise des versements de l'aide internationale à l'Autorité palestinienne.

Alors que le Hamas figure sur la liste américaine et européenne des entités terroristes, il y a bien peu de chances que cette aide reprenne telle quelle. Il pourrait être question de la mettre dans les mains d'autres organismes, telle la Banque mondiale. Mais le Quartette devrait surtout décider de verser une aide d'urgence supplémentaire. Cela permettrait aux Occidentaux de se dédouaner vis-à-vis de ceux qui les accusent de précipiter une crise humanitaire, tout en maintenant le gel des subsides alloués directement à l'Autorité palestinienne. Washington s'engagerait ainsi à verser, par l'intermédiaire de diverses ONG, 10 millions de dollars destinés à l'achat de médicaments et d'équipement médical.

Cette solution, cependant, ne convainc pas les organisations internationales. Il y a quelques jours, quarante d'entre elles s'associaient à Jérusalem pour lancer un même message: «En aucun cas nous ne serons capables de nous substituer à l'Autorité palestinienne.»

Contrôles tatillons

Dans les Territoires palestiniens, notent-elles, trois écoles sur quatre sont financées par l'argent de l'Autorité. Idem pour environ 60% du système de santé. Sans même parler des quelque 150000 salaires versés par l'Autorité, qui font vivre près d'un quart de la population palestinienne.

Par un strict blocus bancaire, les Américains interdisent en outre les versements promis par certains pays arabes, comme l'Arabie saoudite ou le Qatar. De plus, comme le note un coopérant occidental, même lorsque l'argent est présent, les contrôles tatillons exercés par les Américains et les Européens rendent parfois sa distribution impossible. «Il suffit qu'une municipalité soit contrôlée par le Hamas et les contacts doivent être interrompus avec tous ses employés. Dans ces conditions, certaines organisations n'arrivent pas à épuiser leur budget. Un comble, alors que la situation se dégrade à vue d'œil», constate-t-il.

Pour contourner le gouvernement du Hamas, l'aide est parfois dirigée vers le président de l'Autorité, Mahmoud Abbas, membre du Fatah. Les services présidentiels n'ont donc cessé de gonfler depuis les élections de janvier dernier, instituant ce qu'un coopérant appelle «un gouvernement parallèle». Non soumis aux contrôles ministériels, celui-ci serait déjà gangrené par la corruption.

Face à cette situation qualifiée, au mieux, d'incohérente, Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne en charge des Relations extérieures, multipliait ces jours les déclarations dans la presse arabe et européenne. Dans *Le Monde*, elle tentait mardi de lutter contre «l'impression de cacophonie». «Même si nous mobilisions en un jour la totalité de notre aide financière annuelle, nous ne pourrions pas à nous seuls empêcher une catastrophe humanitaire», expliquait-elle. Avant de pointer du doigt le gouvernement israélien: celui-ci a en effet décidé de bloquer les recettes fiscales perçues sur les biens palestiniens, qui transitent obligatoirement par Israël. A elles seules, il est vrai, ces taxes représentent les deux tiers des recettes palestiniennes.

Luis Lema

Article paru dans Le Temps, le 10 mai 2006.